



STATISTIQUES CHOQUANTES  
SUR LES EXÉCUTIONS DE FEMMES EN IRAN

34 FEMMES EXÉCUTÉES EN 2024



La Commission des femmes du CNRI  
Le Conseil national de la Résistance iranienne

 [wncri.org/fr](http://wncri.org/fr)

 @CNRIfemmes

 @CNRIfemmes



## Statistiques choquantes sur les exécutions de femmes en Iran

### 34 femmes exécutées en 2024

Alors que la peine de mort a été abolie dans de nombreux pays du monde, dans la dictature théocratique iranienne, les exécutions ne sont pas simplement une forme de punition ; elles constituent un outil stratégique permettant à un régime illégitime de maintenir son emprise sur le pouvoir.

Au cours des quatre dernières décennies, les exécutions en Iran ont visé un large éventail d'individus, y compris des dissidents politiques, des minorités ethniques telles que les Kurdes, les Baloutches, les Turkmènes et les Arabes, ainsi que des adeptes de diverses religions.

[Amnesty International a indiqué l'année dernière](#) que 74 % des exécutions dans le monde en 2023 avaient eu lieu en Iran. En 2024, le nombre d'exécutions dans le pays a augmenté de 15 % par rapport à l'année précédente, passant de 850 en 2023 à 997 en 2024, y compris l'exécution de 8 prisonniers politiques.

Le régime clérical n'utilise pas les exécutions pour punir les délinquants ou les criminels, mais plutôt comme un moyen d'instiller la peur dans la société et d'assurer sa survie. Par conséquent, le régime détient non seulement le taux d'exécution par habitant le plus élevé au monde, mais aussi le triste record du [plus grand nombre de femmes exécutées dans le monde](#).

### Le premier exécuteur de femmes au monde

Sur les 997 personnes exécutées en Iran en 2024, 34 étaient des femmes. À première vue, la présence de 34 femmes sur près d'un millier d'exécutions ne semble pas particulièrement élevée. Cependant, il est important de considérer qu'aucun autre pays n'exécute ne serait-ce qu'un dixième de ce nombre de femmes.

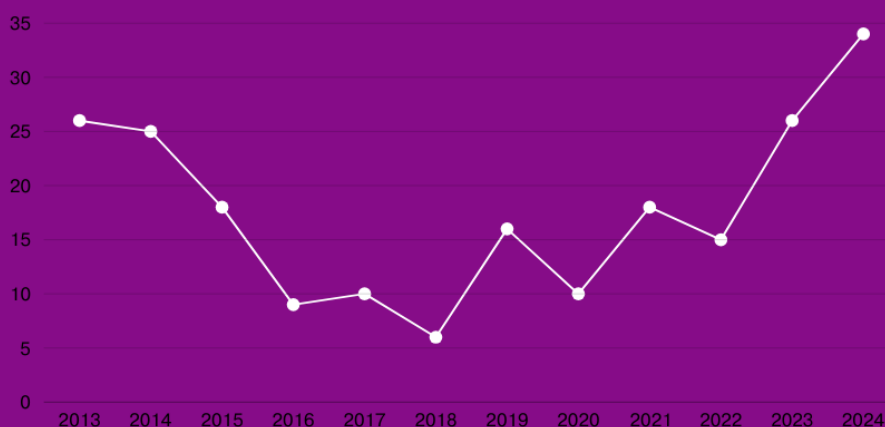
En outre, compte tenu du rôle maternel des femmes, même l'emprisonnement dans d'autres pays est souvent remplacé par des peines alternatives afin de s'assurer que leurs enfants ne sont pas laissés sans personne pour s'occuper d'eux. Pourtant, en Iran, non seulement des milliers de femmes sont emprisonnées, mais chaque année, certaines d'entre elles sont exécutées, laissant leurs enfants orphelins.

### Comparaison statistique des exécutions de femmes en Iran

Selon [les données compilées](#) par la [Commission des femmes](#) du Conseil national de la Résistance iranienne, au moins 263 femmes ont été exécutées en Iran depuis 2007.

De 2013 à 2020, soit une période de huit ans, au moins 120 femmes ont été exécutées dans le pays, avec une moyenne annuelle de 15 exécutions. Cependant, en 2024, avec 34 femmes exécutées, le nombre a plus que doublé cette moyenne, marquant une augmentation profondément alarmante.

## Statistiques choquantes sur les exécutions de femmes en Iran



Depuis l'arrivée au pouvoir d'Ebrahim Raïssi en 2021, le nombre d'exécutions, y compris celles de femmes, n'a cessé d'augmenter. Après la mort de Raïssi, le 19 mai 2023, et l'arrivée au pouvoir de Massoud Pezeshkian en août 2023, cette tendance à la hausse s'est encore accélérée.

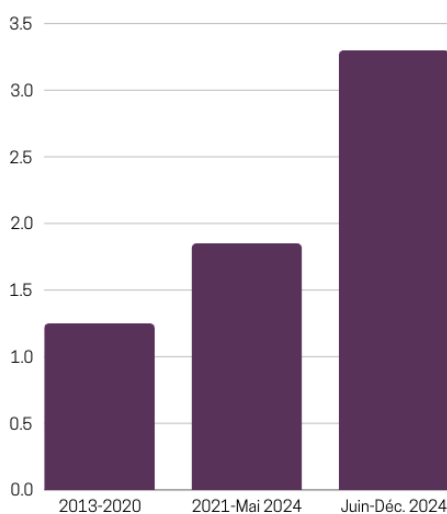
2

Sur les 34 femmes exécutées en 2024, 23, soit près de 68 %, l'ont été après la mort de Raïssi et pendant le mandat de Pezeshkian. Ce nombre, survenu en seulement sept mois, est 1,5 fois supérieur à la moyenne annuelle de 15 femmes.

Cela fait une moyenne mensuelle de 3,3 femmes exécutées pendant cette période. Le 8 octobre 2024, Pezeshkian a ouvertement défendu les exécutions. En comparaison, pendant les 34 mois de la présidence de Raïssi, 63 femmes ont été exécutées, soit une moyenne de 1,85 femme par mois.

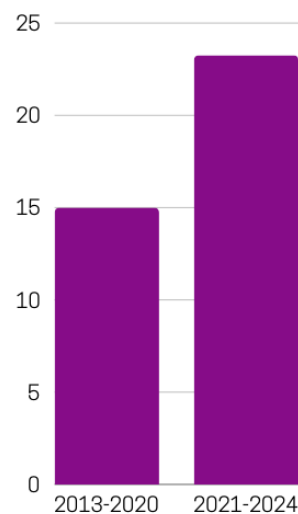
### Taux mensuel moyen

d'exécution de femmes en Iran



### Taux annuel moyen

d'exécutions de femmes en Iran



### Condamnations à mort

Selon des documents divulgués par le Conseil national de la résistance iranienne, plus de 5 000 prisonniers en Iran sont actuellement dans le couloir de la mort. Si ces condamnations sont prononcées sous divers prétextes, elles visent avant tout à préserver le régime clérical, ce qui les classe dans la catégorie des exécutions politiques.

L'année dernière, 2 prisonnières politiques kurdes, [Pakhshan Azizi](#) et [Varisha Moradi](#), ont été condamnées à mort. Une militante syndicale, [Sharifeh Mohammadi](#), a également été condamnée à mort, mais son jugement a été annulé par la suite.

En outre, le pouvoir judiciaire du régime a condamné à mort 9 prisonniers politiques accusés d'appartenir à l'Organisation des moudjahidines du peuple iranien.

3



### La campagne « Non aux exécutions »

Depuis février 2024, les prisonniers politiques de la prison de Oezel Hesar à Karadj ont lancé une campagne intitulée « Non aux mardis des exécutions » pour protester contre le nombre croissant d'exécutions en Iran.

Le mardi 30 janvier 2024, un groupe de prisonniers de la prison de Oezel Hesar a annoncé la campagne en déclarant :

« Pour nous faire entendre, nous entamerons une grève de la faim tous les mardis. Nous avons choisi le mardi parce que c'est souvent le dernier jour de vie de nos codétenus qui sont transférés à l'isolement dans les jours précédents ».

Par le biais de la campagne « Non aux mardis de l'exécution », ces prisonniers ont cherché à attirer davantage l'attention nationale et internationale sur la violation flagrante du droit à la vie et sur les exécutions généralisées en Iran.

À ce jour, ils ont entamé une grève de la faim depuis 48 semaines, et 28 prisons se sont jointes au mouvement. Les quartiers des femmes de la prison d'Evin et de la prison de Lakan



à Racht ont joué un rôle de premier plan dans cette campagne. Des femmes et des hommes courageux chantent en solidarité :

« Unies, déterminées, jusqu'à l'abolition de la peine de mort, nous tiendrons jusqu'au bout. Nous resterons debout jusqu'à la fin »

### Soutien mondial à la campagne « Non aux mardis de l'exécution »

Le 10 décembre, Journée internationale des droits de l'Homme, il a été annoncé que plus de 3 000 anciens dirigeants mondiaux, chefs d'État, ministres, ambassadeurs, députés de différents pays, fonctionnaires des Nations unies, experts en droits de l'Homme, lauréats du prix Nobel et ONG avaient signé une déclaration appelant à l'arrêt des exécutions en Iran. Cette annonce a coïncidé avec la 46e semaine de la campagne « Non aux mardis de l'exécution ».

En outre, 581 maires de France ont exprimé leur profonde inquiétude face à l'augmentation alarmante du nombre d'exécutions sous le mandat du président Massoud Pezeckian, un taux nettement plus élevé que les années précédentes, et ont demandé l'arrêt immédiat des exécutions en Iran.

En solidarité avec la campagne « Non aux exécutions en Iran », la municipalité du 17e arrondissement de Paris a déployé une bannière présentant des images de prisonniers politiques condamnés à mort. La banderole mettait en avant Pakhshan Azizi et Varisha Moradi, 2 prisonnières politiques kurdes condamnées à mort, ainsi que les photos de 9 sympathisants de l'Organisation des Moudjahidines du Peuple Iranien (OMPI) qui risquent également d'être exécutés. La banderole demandait qu'il soit mis fin aux condamnations à mort inhumaines de ces combattants de la liberté.

4



Depuis 46 ans, le régime iranien se maintient en détruisant systématiquement les droits de l'Homme et en recourant aux exécutions et aux massacres comme outils de répression. En revanche, la Résistance iranienne met l'accent sur l'abolition de la peine de mort depuis plus de deux décennies. L'abolition des exécutions est un élément clé du [plan en 10 points](#) proposé par Mme Maryam Rajavi. La campagne « Non aux exécutions », à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iran, fait partie de ce mouvement plus large : Non à la pendaison quotidienne des mineurs, non à l'exécution des femmes, non au règne des potences.

La communauté internationale doit isoler le régime clérical et demander des comptes à ses dirigeants pour 46 ans de crimes contre l'humanité, de génocide et de crimes de guerre. La Résistance iranienne exige que les relations diplomatiques et commerciales avec le régime soient conditionnées à l'arrêt des exécutions et de la torture, ainsi qu'à la fin de l'impunité pour les dirigeants du régime.

Le régime doit permettre à une délégation d'enquête internationale de visiter les prisons iraniennes et de rencontrer les prisonniers, en particulier les prisonniers politiques.